

**Une voix:** Le gouvernement répondra que cela leur vaudra une place au paradis.

**M. Broadbent:** C'est vrai.

Je le répète, le parti libéral n'a pas commis d'erreur. Cette mesure est tout à fait caractéristique de son attitude depuis que le premier ministre (M. Trudeau) a pris le pouvoir en 1968. Contrairement à la propagande libérale, depuis 1968, les injustices se sont accentuées au lieu de s'atténuer.

En 1974, les 40 p. 100 de Canadiens au bas de l'échelle des revenus ont eu une tranche du revenu national inférieure à ce qu'elle était en 1968 lorsque le premier ministre est arrivé au pouvoir. Par contre, pour ce qui est des 40 p. 100 de Canadiens en haut de l'échelle des revenus, leur part du revenu national a augmenté entre 1968 et 1974. Donc, depuis l'élection du premier ministre les disparités se sont accentuées au lieu de s'atténuer. Certains diront que le gouvernement a atténué ces disparités en accordant des avantages sociaux par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux, mais rien ne le prouve.

Prenons les réductions de dépenses que le gouvernement fédéral a annoncées à la fin de l'année dernière dans le cadre de son programme bizarre et, selon nous, immoral de lutte contre l'inflation. Ces réductions montrent bien à qui le gouvernement accorde sa préférence. Pourquoi les qualifie-t-on d'immorales? C'est parce que ces réductions touchent surtout les personnes à revenu modique ou faible.

D'abord, il y a eu les changements au programme d'allocations familiales. Le gouvernement a dit qu'il n'indexerait pas les allocations familiales et qu'elles ne seraient donc pas augmentées en 1976. Le ministre des Finances (M. Macdonald) a annoncé l'imposition d'une surtaxe aux riches juste avant Noël. Si je me souviens bien, il l'a annoncée le jour avant qu'on parle de ces réductions. C'est le moment qu'il a choisi pour présenter sa merveilleuse surtaxe, progressiste, innovatrice et égalitaire pour les riches du Canada. Et qu'est-ce qu'a apporté cette magnifique mesure radicale et libérale? Elle fait que l'augmentation d'impôt se solde à 35c., pour le contribuable qui gagne \$35,000 par année avec deux enfants à charge. Il ne faut pas beaucoup d'efforts pour persuader un libéral qu'une goutte d'eau est une montagne de générosité. Mais il doit bien y avoir dans le parti libéral quelqu'un capable de voir que c'est aller un peu loin. Les ministériels peuvent-ils honnêtement soutenir qu'avec un impôt aussi dérisoire, le riche assume sa part du fardeau de la lutte contre l'inflation?

Étant donné les réactions qu'a suscitées la déclaration faite juste avant Noël, j'aurais bien cru qu'un miracle même n'aurait pas empêché les libéraux de rougir de cet impôt. Mais non, rien ne leur fait honte. J'ai une chose à apprendre à la Chambre. L'autre jour, tous les bénéficiaires des allocations familiales, et de la pension de vieillesse ont reçu une lettre personnelle par laquelle le premier ministre les informait des remarquables efforts faits par les libéraux pour que le riche paye sa part de la charge fiscale. Malheureusement, il n'a pas pris la peine de dire que cette surtaxe s'élève à 35c. pour celui qui gagne \$35,000 par année.

Une fois qu'il est majoritaire, le parti libéral n'a honte de rien.

**Une voix:** Et quoi encore!

**M. Broadbent:** Je serai heureux de voir le député intervenir dans le débat. Si le député veut poser une question, je me ferai un plaisir de me rassembler.

#### Soins médicaux—Loi

**Une voix:** Oh non, vous ne pourriez pas répondre à ma question.

**M. Broadbent:** Je vois. Je pense que même avec des moyens intellectuels très limités, je pourrais quand même essayer d'y répondre.

J'ai fait voir la façon de faire du parti libéral quand il est majoritaire. Il combat l'inflation sur le dos des pauvres et des travailleurs moyens. Voyez les réductions qui ont été annoncées avant Noël. Il a supprimé l'indexation des allocations familiales, il a amputé le programme d'assurance-récolte, amputé le programme de la Société du crédit agricole, ce qui nuit à tous les agriculteurs, de Saint-Jean, Terre-Neuve à Victoria. Il a même annoncé des réductions d'aide financière au CN. Le CN a une importance particulière pour les Canadiens du Nord de l'Ontario, de l'Est et de l'Ouest du Canada. Mais cela n'a pas empêché le gouvernement d'annoncer toutes ces réductions.

● (2050)

Le gouvernement a annoncé des réductions au ministère de l'Expansion économique régionale qui, comme on le sait, avait été créé pour éliminer la pauvreté dans les régions défavorisées du Canada. Il a annoncé des réductions dans le budget affecté aux recherches médicales, comme l'a signalé de façon si éloquente le député de Frontenac-Lennox et Addington (M. Alkenbrack). Il a annoncé des réductions dans le budget des programmes qui s'attaquent à la pauvreté au Canada et qui sont vraiment efficaces. Je pense surtout à la compagnie des Jeunes Canadiens.

C'est ainsi que le gouvernement a décidé de s'attaquer à l'inflation. Bien entendu, il n'a pas réduit les dépenses du cabinet du premier ministre, ce qui est certainement révélateur. C'est un indice symbolique important. Ces dernières années, ce cabinet a dépensé des centaines de milliers de dollars, ce qui ne représente pas tellement par tête d'habitant mais cela aurait été révélateur par son importance symbolique. Le gouvernement n'a pas réduit ses dépenses dans ce secteur. Je suis tout à fait sérieux.

Le gouvernement n'a pas réduit ses subventions aux sociétés. C'est illogique du point de vue économique. En mai dernier, l'ancien ministre des Finances a reçu un rapport concernant les répercussions des dispositions fiscales d'amortissement rapide qu'il avait lui-même présentées dans le budget de l'année précédente. Des personnes nommées par le ministre lui-même, et non par le Nouveau parti démocratique ou d'autres partis de l'opposition, estimaient que les concessions fiscales, qui s'élevaient à environ 1,7 milliard de dollars, n'étaient pas vraiment nécessaires du point de vue économique. C'est certainement révélateur. A l'occasion de ce sondage, plus de la moitié de ceux qui ont profité de ces avantages financiers ont dit au gouvernement que des concessions fiscales n'avaient pas influencé leurs décisions financières. Bref, les concessions fiscales représentaient des bénéfices inattendus. Les personnes en cause auraient pris les mêmes décisions si le programme n'avait pas existé.

Si c'est ce que plus de la moitié de ceux qui ont répondu au sondage ont dit, et une bonne partie des autres n'ont pas répondu à la question, j'estime que le gouvernement, à qui il incombait de surveiller les dépenses, aurait dû supprimer ce programme immédiatement. A Noël, l'an dernier, quand il fut question de réduire les dépenses du gouvernement, au lieu de s'en prendre aux secteurs que j'ai énumérés et qui touchent les petits et moyens salariés, on aurait dû s'attaquer aux grandes sociétés. Mais les libéraux, qui savent reconnaître leurs amis, s'en sont abstenus.